

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/38

G/SCM/W/46

8 août 1995

(95-2334)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET
REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT
MEXICAIN AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5
ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente du Venezuela a fait parvenir au secrétariat la communication ci-après, datée du 14 juillet 1995.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, pour votre information, les questions concernant les notifications de lois et réglementations en matière de mesures antidumping, de subventions et de mesures compensatoires, posées par le gouvernement vénézuélien au gouvernement mexicain (documents G/SCM/N/1/MEX/1 et G/ADP/N/1/MEX/1).

LEGISLATION DU MEXIQUE EN MATIERE DE MESURES ANTIDUMPING
ET DE MESURES COMPENSATOIRES

QUESTIONS DU VENEZUELA

S'agissant de la législation mexicaine en matière de mesures antidumping, de subventions et de mesures compensatoires, notifiées au titre des articles 18.5 et 32.6 des Accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le 2 mai 1995, le Venezuela souhaite poser les questions ci-après:

Détermination de l'existence d'une subvention et définition du terme

La législation mexicaine en matière de subventions et de droits compensateurs ne contient aucune disposition touchant la détermination de l'existence d'une subvention et le calcul du montant de celle-ci et n'est guère explicite quant aux ajustements concernant le montant de la subvention et la définition de la subvention.

Comment les autorités mexicaines déterminent-elles le volume des importations ou le montant de la subvention et les ajustements à opérer et sur quels critères se fondent-elles pour établir si une pratique peut être considérée comme une subvention au sens des articles 1, 2 et 14 du Code des subventions et des mesures compensatoires?

Détermination de l'existence d'un dommage et d'une menace de dommage

Cumul des importations

Selon les Accords de l'OMC, trois conditions doivent être réunies pour qu'il puisse être procédé à une évaluation cumulative des effets des importations d'un produit faisant l'objet d'un dumping. Le cumul des importations est autorisé notamment si la marge de dumping ou le montant de la subvention afférents aux importations de chaque pays sont supérieurs à la marge *de minimis* ou au montant *de minimis* de la subvention définis à l'article 5.8 du Code antidumping et à l'article 11.9 du Code des subventions et des mesures compensatoires, et que le volume des importations n'est pas négligeable. La législation mexicaine, même si elle prend en compte les autres conditions requises pour qu'il puisse être procédé à une évaluation cumulative des importations, ne contient pas de dispositions touchant la marge *de minimis* (article 43 de la Loi et article 67 du Règlement d'application).

Sur quels critères se sont fondées les autorités mexicaines à cet égard?

Réciprocité quant à l'établissement de la preuve de l'existence d'un dommage

L'article 29 de la Loi mexicaine stipule que la preuve de l'existence du dommage ou de la menace d'un dommage sera à apporter exclusivement si le pays d'origine ou de provenance des marchandises considérées accorde la réciprocité.

Que signifie expressément cette disposition relative à la réciprocité? A-t-elle déjà été appliquée? Si oui, comment et à l'égard de quel pays? Etant donné qu'aucun des Codes ne prévoit le principe de la réciprocité en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage ou de la menace d'un dommage, comment concilier cette disposition avec les Codes?

Définition de la branche de production nationale

L'article 40 de la Loi mexicaine stipule que l'expression "branche de production nationale" pourra désigner l'ensemble des fabricants de la marchandise produite au stade immédiatement antérieur de la même ligne de production continue, sous réserve que la totalité des producteurs du produit similaire soient liés aux exportateurs ou aux importateurs ou soient eux-mêmes importateurs du produit qui fait l'objet de l'enquête.

Sachant que cette disposition n'est pas conforme à la définition de l'expression "branche de production nationale" contenue à l'article 4.1 du Code antidumping et à l'article 16.1 du Code des subventions et des mesures compensatoires, ni à la définition de l'expression "produits similaires" contenue dans le renvoi 46 du Code des subventions et des mesures compensatoires, comment le Mexique fera-t-il en sorte de ne pas violer ces dispositions?

Engagement de la procédure et enquêtes ultérieures

Ouverture d'une enquête d'office

La législation mexicaine ne précise pas expressément les conditions et circonstances dans lesquelles une enquête pourra être ouverte d'office (articles 49 de la Loi et 135 du Règlement d'application).

Dans quelles circonstances ou conditions les autorités mexicaines pourront-elles ouvrir une enquête sans être saisies d'une demande présentée par écrit par la branche de production nationale touchée? Prendront-elles en compte les dispositions de l'article 5.6 du Code antidumping et de l'article 11.6 du Code des subventions et des mesures compensatoires?

Degré de soutien ou d'opposition à la demande

Sachant que la législation mexicaine ne contient pas de dispositions prévoyant le cas où les producteurs constituant plus de 50 pour cent de la production nationale s'opposent à la demande d'ouverture d'une enquête, comme le veulent l'article 5.4 du Code antidumping et l'article 11.4 du Code des subventions et des mesures compensatoires, pourriez-vous indiquer si le Mexique prendrait en compte cette disposition et déciderait de renoncer à ouvrir une enquête si les producteurs constituant plus de 50 pour cent de la production nationale s'opposaient à la demande d'ouverture d'une enquête?

Notification au gouvernement du pays exportateur

La législation mexicaine (article 53 de la Loi) ne dit rien de l'obligation énoncée à l'article 5.5 du Code antidumping qui impose aux autorités, après avoir été saisies d'une demande et avant de procéder à l'ouverture d'une enquête, d'aviser le gouvernement du Membre exportateur concerné.

Comment les autorités mexicaines ont-elles donné suite à cette obligation?

Communication du texte de la demande d'ouverture d'une enquête

La législation mexicaine ne prévoit pas l'obligation de communiquer le texte intégral de la demande d'ouverture d'une enquête aux autorités du Membre exportateur et aux exportateurs connus, qui est énoncée à l'article 6.1.3 du Code antidumping et à l'article 12.1.3 du Code des subventions et des mesures compensatoires.

Les autorités mexicaines ont-elles donné suite ou sont-elles en mesure de donner suite à cette obligation?

Marge de dumping, montant de la subvention et volume non négligeable des importations

La législation mexicaine ne contient pas de dispositions relatives au critère *de minimis* ou au caractère non négligeable des importations, définis à l'article 5.8 du Code antidumping et à l'article 11.9 du Code des subventions et des mesures compensatoires. Les autorités mexicaines tiennent-elles compte de cette règle ou appliquent-elles un certain pourcentage pour établir si le volume des importations n'est pas négligeable et pour calculer la marge de dumping ou le montant de la subvention?

Mesures provisoires

Délai prévu avant d'imposer des mesures provisoires

La législation mexicaine prévoit expressément un délai minimum de 45 jours avant d'imposer des mesures provisoires (article 57 I de la Loi), ce qui est contraire aux dispositions de l'article 7.3 du Code antidumping et de l'article 17.3 du Code des subventions et des mesures compensatoires, en vertu desquels des mesures provisoires ne sauraient être imposées avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête.

Comment les autorités mexicaines donneront-elles suite à cette obligation?

Engagements

L'article 112 III du Règlement d'application prévoit la possibilité de limiter les exportations du produit faisant l'objet de l'enquête dans le cadre d'engagements, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 8.1 du Code antidumping.

Quelles sont les mesures adoptées par les autorités mexicaines pour que cette disposition ne donne pas lieu à la mise en place de contingents d'exportation et comment les concilier avec les dispositions du Code touchant la suspension des exportations?

Institution et perception de droits

La législation mexicaine prévoit la possibilité d'imposer des droits compensateurs inférieurs à la marge de dumping ou au montant de la subvention (article 62 de la Loi), à condition qu'ils soient suffisants pour décourager l'importation de marchandises dans le cadre de pratiques commerciales internationales déloyales. Le Règlement d'application (article 90) prévoit la même possibilité, mais sous réserve que les éléments considérés soient suffisants pour éliminer le dommage ou la menace de dommage.

Comment les autorités mexicaines ont-elles appliqué cette disposition, puisqu'il y a contradiction entre la Loi et le Règlement d'application, ainsi qu'avec les dispositions de l'article 9.1 du Code antidumping et de l'article 19.2 du Code des subventions et des mesures compensatoires?